

Votre région | Politique & Territoires

ISÈRE

« La froideur, la dureté... » : le combat des étrangers pour défendre leurs droits

Ancelin Faure



Le collectif "Bouge ta pref 38" a été créé en mai 2024. Photo Ancelin Faure

Deux ans après sa création, le collectif d'associations "Bouge ta pref 38" a dressé le bilan de son combat pour les droits des étrangers. À travers une série de témoignages, il entendait dénoncer les « dysfonctionnements » de la préfecture de l'Isère, notamment dans le traitement des demandes de titres de séjour.

Des chaises bleues alignées en rangs serrés. Dessus, des hommes, des femmes, des jeunes, des retraités, des personnes avec des papiers français, d'autres qui se battent pour les obtenir. Mercredi 22 avril, [le collectif d'associations "Bouge Ta Pref 38"](#) – qui œuvre pour les droits des étrangers – présentait son bilan, deux ans après sa création. « Le point de départ de cette affaire remonte à mars 2024, avec la suppression de l'accès à la préfecture sans rendez-vous », rappelle l'un de ses membres. Très vite, le micro circule de main en main, les témoignages s'enchaînent, tous traversés par la même lassitude.

Abram ajuste sa casquette Star Wars. Sa bataille, pourtant, ne se joue pas dans une galaxie lointaine, mais face à l'administration française. Arrivé de Guinée en 2013, ce jeune homme de 29 ans a travaillé jusqu'en 2022, avant de perdre son emploi et de se voir notifier trois Obligations de quitter le territoire français (OQTF), toutes contestées devant la justice. Depuis le 30 décembre 2025, il devrait disposer d'un titre de séjour, mais attend toujours. « À cause

d'erreurs de la préfecture », assure une personne qui l'accompagne dans ses démarches. Sans papiers, il ne peut ni travailler ni régulariser sa situation.

Car aujourd'hui, « le travail est en train de devenir la principale voie de régularisation », regrette une syndicaliste, qui appelle à « continuer à faire vivre d'autres voies ». Cependant, même sur ce terrain, les difficultés sont légion. Pierre Pavy est restaurateur à Grenoble. [Depuis plus de 20 ans, il emploie, avec sa fille, des travailleurs sans papiers](#). « Nous avons été arrêtés deux fois pour trafic d'êtres humains, raconte-t-il. Aujourd'hui, je suis le vilain petit canard de la restauration. »

Et l'interminable attente épuise aussi les demandeurs. Assis dans la salle, un technicien aux cheveux noirs travaille en France depuis plusieurs années. En octobre 2021, il entame une procédure de regroupement familial pour faire venir ses deux enfants restés dans son pays d'origine. Depuis, rien. « Je n'ai reçu aucune réponse de la préfecture. J'ai envoyé six lettres recommandées, sans jamais obtenir de retour. » Sa voix s'intensifie. « Je fais ça pour mon fils. Sinon, je vais être obligé de rentrer chez moi. »

Puis une dernière femme lève la main. Chignon serré, foulard blanc noué autour du cou. Récemment, elle a accompagné un ami pour [le renouvellement de son titre de séjour](#). Une expérience marquante. « La froideur, la dureté... » décrit-elle avant de s'interrompre un instant, puis de relater les mots de son ami : « Quand je suis à la préfecture, j'ai l'impression d'être de retour dans mon pays en guerre tellement c'est dur. »